

Frédou Braun¹

Transition ou conflit : faut-il choisir ?

« *Nous ne vivons pas une époque de changement mais un changement d'époque*² »

Dans le cadre du projet « *Semons des possibles en Brabant wallon*³ » - où les objectifs sont de faire connaître les initiatives citoyennes, émergentes et alternatives, de tisser des liens entre elles, ainsi que de sortir du clivage entre associations « traditionnelles » de l'Education permanente et collectifs citoyens ou autonomes - une réflexion a été entamée au sein de la Coordination Education permanente liée au CCBW⁴ sur la pertinence d'un langage commun autour de la Transition et du changement de société inspiré par les initiatives citoyennes.

Faire monter la mayonnaise des initiatives en stimulant leur re-connaissance

D'où qu'elles partent, quelle qu'elles soient, les initiatives citoyennes et émergentes cherchent à construire pas à pas un modèle de société plus durable, plus local et plus convivial. Même si l'on peut en voir les limites, les défis et les contradictions, ce mouvement émergent, nommé couramment aujourd'hui la Transition⁵, est un changement de cap, un passage, une résilience, une mutation. Comment faire face aujourd'hui aux crises écologiques, économiques et énergétiques ? Ou comment passer d'une société productiviste et capitaliste à une société égalitaire, respectueuse du vivant ? Tout cela lié bien sûr aux enjeux croisés des différents systèmes de domination et à la remise en question des normes toutes puissantes.

Les initiatives citoyennes sont à l'image des milliers de pousses qui œuvrent aujourd'hui dans le monde, qui ne cessent d'augmenter chaque jour, en prévision de l'effondrement de l'arbre prévu entre autre par des chercheurs comme Pablo Servigne⁶. Ou à la manière des abeilles qui butinent de fleur en fleur pour faire liens, pour récolter le pollen et pour en faire du miel.

Pourquoi utiliser le mot Transition et pas un autre ? Décroissance, changement de cap, résilience,...? Le mot Transition apparaît de plus en plus au sein des mouvements sociaux, en mobilisent certain.e.s, en effrayent d'autres, en laissent beaucoup indifférent.e.s. De quoi parle-t-on en fait ? Cette notion éveille les imaginaires. Né dans les années 70, le terme de

¹ Chargée de projets au CEFA asbl

² Michel Bauwens, *Sauver le monde, vers une économie post-capitaliste avec le peer-to-peer*, Editions Les Liens qui Libèrent, 2015

³ Cf. Frédéric Braun, *Semons des possibles en Brabant wallon*, analyse CEFA, 2017

⁴ <https://www.mubw.be/index.php?unit=27FAC26B3303F486DDA72196C2837243>

⁵ <https://www.reseautransition.be/la-transition/>

⁶ Pablo Servigne et Raphaël Stevens, *Comment tout peut s'effondrer, Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations*, Seuil, 2015

Transition fut cassé par le néolibéralisme des années 80-90 et revient en force depuis récemment avec l'impulsion de Rob Hopkins⁷.

D'origine latine « *trans* » (au-delà, par-delà), la Transition est le passage d'un état stationnaire, d'un certain ordre des choses, d'un type de société à un autre. C'est le chemin qui est important, mais les contours à dessiner sont multiples. Quel engagement pour quel ré-enchantement de notre rapport au monde ? Un changement profond du mode de vie en adhésion avec un autre mode de pensée inspiré par une nouvelle vision du monde ?

Les initiatives qui se revendiquent de la Transition se situent :

- Au sein d'un projet écologique, relocalisé, sur un mode alternatif
- Au-delà des conflits et des crises, sur un modèle convivial

Les multiples initiatives et expérimentations citoyennes, et qui se revendiquent de la transition, recouvrent maintenant une diversité de pratiques en bordure du système. Elles créent des alternatives au modèle actuel pour faire face aux crises actuelles et à venir. Leurs objectifs : construire une résilience locale par une descente énergétique conviviale organisée et planifiée collectivement par les citoyen.ne.s, par l'application des principes de la permaculture à grande échelle. La finalité extrêmement ciblée expliquerait un positionnement souvent ressenti comme apolitique. L'image de la Transition permet en tout cas de constituer un puissant outil de mobilisation citoyenne.

Au sein de la Coordination Education permanente, réunissant une vingtaine d'associations du Brabant wallon, le besoin de redéfinir un langage commun autour du « conflit » sur la finalité du projet « Semons des possibles en Brabant wallon » nous reliant et faisant sens a émergé au fil des réunions mensuelles. Une matinée a été ciblée sur cette réflexion en avril 2017.

Focus sur le conflit

Dans l'Education permanente et son histoire, et dans l'évolution de la société, on observe les « traditionnel.le.s et progressistes » et les « émergent.e.s et transitionnel.le.s ». Il y a clairement dans les initiatives citoyennes une dissociation entre l'ancien monde duquel elles s'échappent et le nouveau monde qu'elles construisent. Les pratiques se glissent dans les interstices et présentent une vision du monde où la coopération prime. Les acteurs et actrices se veulent en dehors des conflits pour imprimer un changement. Leur imaginaire apolitique, lisse et ambigu, participe-t-il involontairement à l'entreprise générale de dépolitisation de la société qui anesthésie le débat démocratique et rend improbable toute perspective de construction d'une alternative politique véritable⁸ ?

⁷ <https://www.youtube.com/watch?gl=BE&v=18EfSfefDEk>

⁸ Christian Jonet, *Initiatives de Transition : les risques d'un imaginaire politique ambigu*, analyse Barricade, 2011 www.barricade.be

Les initiatives, le plus souvent localisées, font leur part colibri, en tentant de faire ce qu'elles peuvent là où elles sont. Est-ce un repli sur soi ? Est-ce la nouvelle révolution « bobo » et pacifique ? La lutte des classes est-elle donc enterrée ? Il y a pourtant encore des inégalités sociales criantes, un combat quotidien pour accéder aux droits fondamentaux, un sexisme et un racisme ordinaires ancrés culturellement, et le fossé entre les riches et les pauvres ne fait que se creuser davantage. A la critique de ne pas se préoccuper des inégalités sociales, les initiatives répondent que celle-ci est hors de propos, puisque le mouvement s'occupe de résilience locale et de descente énergétique, et que les actions mises en œuvre permettront d'atténuer les conséquences sociales désastreuses des chocs (énergétiques, climatiques, économiques) à venir.

L'irruption de l'environnement, de la nature ou de la Terre Mère - peu importe le nom qu'on lui donne - comme un tiers, en vient également à questionner les pratiques. Le Développement durable est le grand-père de la Transition.

Croire au fait d'échapper aux conflits fait partie de ce nouvel imaginaire collectif. C'est ce qui se cache dans le mot Transition : l'impression d'avoir éteint le conflit conduit-elle à trouver la solution ? Au-delà de leur indéniable contribution au re-tissage du lien social, les acteurs et actrices de la transition réinvestissent le champ socio-économique et se mettent en réseaux. Dans cet « entre soi » où les « transitionnaires » sacralisent leur ancrage local, leur potager collectif, leur GAC⁹, leur SEL¹⁰, et ce dans l'espoir de construire une société résiliente qui ressemble étrangement à une autarcie alimentaire et énergétique, la conséquence est aussi de construire une autarcie humaine coupée d'un monde en crise, encore plus inégal et bénéficiant de leurs désertions pour se renforcer¹¹.

La crainte se situe donc là. La solidarité lancée par les initiatives citoyennes pourrait participer à l'effritement du système de la sécurité sociale et des services publics. Par leur parti pris d'atténuation des conflits, elles pourraient involontairement faire le jeu du capitalisme, contribuer à renforcer le projet néolibéral¹². Comme le « bio » a été récupéré par le système marchand. En effet, le succès des initiatives de Transition pourrait servir d'alibi à la mise en œuvre de politiques franchement anti-sociales. Quand tirer alors la sonnette d'alarme ? La lutte des classes revient de plein fouet, chacun.e utilisant les réseaux de soutien selon ses origines et son éducation. Inutile donc de nier le rapport de force, qu'il soit pacifié ou belliqueux. Sans inquiétudes cependant, les initiatives de Transition sont actuellement bien trop chétives pour représenter une réelle menace pour qui ou quoi que ce

⁹ Groupe d'Achat Commun

¹⁰ Service d'Echanges Locaux

¹¹ *Transition : je t'aime, moi non plus*, opinion de Joanne Clotuche et de Emmanuel Bouchat, contribution externe à la Libre.be : <http://www.lalibre.be/debats/opinions/transition-je-t-aime-moi-non-plus-566d8f7f3570b38a57928b9b>

¹² Christian Jonet, *Initiatives de Transition : les risques d'un imaginaire politique ambigu*, analyse Barricade, 2011 www.barricade.be

soit. Des nouvelles solidarités dans un monde individualiste, on ne peut que s'en réjouir, mais le manque d'engagement socio-politique représente un danger ...

Du côté de l'Education permanente, les publics visés sont parfois très différents : un grand écart est à faire entre les « alternatif/ve.s bobo » et les plus précarisé.e.s. La simplicité n'est pas forcément volontaire. Le RBDL¹³ cristallise cette tension dans son travail sur l'habitat léger en ce qu'il est un choix ou non dans la vie des individus. Le bio et l'accès à ladite Transition, est-ce l'apanage des plus favorisé.e.s ? Comment amener les publics les plus éloignés et précarisés à s'approprier cette nouvelle dimension, à faire partie de ce changement de société, sans être dépossédés de leurs paroles, et surtout à devenir acteurs et actrices d'initiatives qui répondent à leurs besoins ?

Comment soutenir un vivre ensemble entre la société civile, y compris les plus précarisé.e.s et les émergent.e.s, et les politiques pour une véritable intégration sociale ? Comment l'Education permanente peut-elle renforcer les initiatives en ce sens ?

Les initiatives citoyennes sont-elles les enfants de l'Education permanente ? Ces initiatives vont au-delà de ce qu'on avait imaginé ! Halé renie par contre toute forme de parentalité : c'est l'adolescence ! L'exemple du collectif Halé¹⁴ comme structure autonome, inscrit dans le paysage associatif, mais pas institutionnalisé, a une forme autogérée et désorganisée par essence, qui permet de travailler sur la thématique et pas sur le maintien de l'institution. A la critique que la tendance autonomiste désagrège le tissu social, la réponse est qu'elle est en réalité super ramifiée, éphémère le plus souvent, se renouvelant sans cesse.

A scruter vers l'avenir, il est imaginable que la société capitaliste ne changera pas en profondeur, mais que des franges de la population cependant se dissocieront du système, que les marges grossiront tellement qu'elles en deviendront des communautés autonomes. C'est ce qu'une étude française sur l'empreinte carbone¹⁵ a dessiné comme un des scénarios potentiels, à travers l'exploration des perspectives des modes de vie à l'horizon 2050, particulièrement interpellant, sous le chapitre « Société duale et sobriété plurielle¹⁶ ». 60 % de la société continuerait d'alimenter le système économique historique, pour l'essentiel dans les grosses villes, tandis que les 40 % restants auraient décroché de ce système et mis en place de nouvelles formes d'organisation sociale inspirées de la vie communautaire, en revitalisant le milieu rural et les petites villes. Fragilisé par une économie en récession et un chômage de masse, l'Etat ne serait plus en mesure de s'opposer à l'amplification des alternatives. La pluralité de formes d'organisation et de vie serait d'ailleurs devenue une condition de survie du système et, de ce fait, une valeur tolérée voire encouragée par les instances qui détiennent la puissance financière et politique. La forme sociale alternative la

¹³ Le Réseau Brabançon au Droit au Logement : <http://www.cribw.be/rbd/>

¹⁴ <http://www.habiterleger.be/>

¹⁵ « Mode de vie et empreinte carbone - Prospective des modes de vie en France à l'horizon 2050 et empreinte carbone », IDDRI, décembre 2012 http://www.iddri.org/Publications/Les-cahiers-du-CLIP/Clip21_modes%20de%20vie%20prospective%202050.pdf

¹⁶ Idem, p.54 et suivantes

plus répandue serait l'îlot communautaire relié en réseau, sorte de « famille élargie » sur une base affinitaire. Ces communautés seraient comme juxtaposées à la société conventionnelle, qui les tolère. Elles ne paieraient pas d'impôts et auraient leur propre système d'enseignement. Elles seraient en lien avec d'autres communautés alternatives du monde entier et se soutiendraient dans leurs expériences et leurs convictions.

Avant d'en arriver jusque-là, nous sommes bien aujourd'hui en présence de plusieurs imaginaires différents.

Quelle responsabilité collective ?

Le mouvement « transitionnaire » semble s'appuyer sur le mythe contre-culturel de l'harmonie spontanée qui veut que si chaque communauté locale veille à ses propres intérêts, les intérêts collectifs seront automatiquement pris en compte. Le changement personnel constituant alors la principale condition d'une transformation sociale. Cette vision dévalorise les militances traditionnelles, sociales et politiques, et ne permet pas en réalité de changer profondément les structures qui nous entourent. Piège dans lequel nous nous retrouvons enfermés malgré nous. La vague du développement personnel, et d'une élévation manifeste de la conscience humaine, nous fait croire à une émancipation possible. Vague à laquelle se raccroche un certain nombre de personnes pour proposer leurs services en la matière et s'inventer une nouvelle profession, parfois au détriment de ceux et celles qui ne peuvent y accéder par manque de moyens. Vague qui met l'accent sur la responsabilité individuelle. Dans le Brabant wallon, cette vision gomme les inégalités sociales. Quid dès lors de la responsabilité collective ? Pour se conformer à l'imaginaire décroissant en vogue, les mouvements sociaux devront-ils se résoudre à décroître également, à baisser leurs exigences ?

Les constructions d'alternatives de ces nouveaux mouvements sociaux silencieux peuvent néanmoins être envisagées en complémentarité avec celles des « véritables mouvements sociaux », ceux qui s'inscrivent dans l'opposition frontale à la mondialisation économique néolibérale. Il suffit de se référer aux théories de l'écopsychologie développées entre autres par Joanna Macy¹⁷, selon lesquelles pour une société, un véritable changement de cap se produit simultanément dans trois dimensions ou domaines interdépendants : la création d'alternatives ; la modification de la conscience et de l'imaginaire ; l'activisme, le lobbying et la militance contre le système.

Comment vivons-nous dès lors le conflit dans nos pratiques ? N'est-ce pas grâce au conflit que les choses avancent, que les un.e.s et les autres se complètent, s'alimentent. Comment donc se réapproprier le conflit comme un camarade ? Confronté.e.s aux ambiguïtés, il nous reste à saisir où se trouve le conflit ? Dans la ligne de fracture entre grands groupes et petits agriculteurs ? Pour autant que le prix soit un point de conflit : augmenter le prix pour les consommateurs ne change rien à la condition d'endettement des agriculteurs de la base. Les

¹⁷ Joanna Macy, *Ecologie pratique et rituels pour la Terre*, Le Souffle d'Or, 2008

lignes de fractures se dessinent entre ceux/celles qui possèdent et les autres, entre les dépendant.e.s et les autonomes. Où et comment peut s'exprimer le conflit de manière constructive ? La tête est peut-être hors de l'eau, mais les pieds sont dans la boue.

La question du sens et des valeurs participe à un nouvel esprit de luttes et à un autre rapport à l'environnement social et naturel. A quelles conditions la Transition peut-il être un mot fédérateur ? Dans quelle mesure peut-il être en rupture avec les imaginaires classiques ? Comment voir la complémentarité et pas la contradiction ? Comment traverser ces antagonismes et en faire une cause commune, en donner un sens collectif ? Comment rassembler les associations, les collectifs et les initiatives citoyennes pour faire germer les graines et développer une vision commune pour se rejoindre ? Ce qui est certain, c'est que les initiatives, qu'elles se revendiquent de la Transition ou pas, constituent un véritable laboratoire social et vivant.